

DE LA BIBLE AU FUSIL

J'AI fait une erreur en ne prenant pas une arme avec moi, sur la route de Jackson, plutôt qu'une Bible.

C'est à peu près en ces termes que l'étudiant noir James Meredith, victime d'un attentat raciste le 6 juin dernier, aux Etats-Unis, a commenté sa tentative pour les reporters.

Il avait entrepris avec quelques autres personnes seulement une « marche contre la peur », à pied, de Memphis à Jackson, au cœur du bastion raciste le plus solide du sud des U.S.A., le Mississippi. Meredith voulait démontrer à la population noire qu'elle devait avant tout vaincre la peur dont des siècles d'oppression brutale l'ont imprégnée. C'est pourquoi il s'était voulu pratiquement solitaire.

Mais Meredith n'est pas un simple jeune homme particulièrement héroïque. Il est presque un symbole. En 1962, il avait été le premier Noir à entrer à l'Université du Mississippi. Cet acte, entré dans une université, qui n'exige en principe qu'un certain bagage de connaissances et des formalités d'inscription, représentait pourtant là-bas, dans le « Deep South », où les Noirs ne sont pas considérés comme des êtres humains, où leur lynchage agrémenté de violences sadiques est monnaie courante, représentait donc une véritable épreuve de force. Personne ne s'y était trompé. Il avait fallu l'intervention des forces fédérales et deux morts (connus) pour le faire admettre.

Depuis, Meredith a terminé ses études. Les Noirs du Sud des Etats-Unis ont traversé de dures épreuves. Ceux de Los Angeles se sont révoltés et ont eu à subir une répression féroce. Et Meredith a voulu accomplir un geste spectaculaire dont la tragique interruption a montré aux yeux de tous que si le gouvernement fédéral a pris quelques mesures sur le papier contre la ségrégation raciale, celle-ci se maintient toujours fermement aux U.S.A.

L'impérialisme américain qui fait une guerre d'extermination au peuple vietnamien entretient dans son sein cette autre pourriture qu'est la ségrégation raciale. Quoi qu'en disent les messages du président Johnson, demandant de « n'épargner aucun effort » pour que le coupable soit puni, c'est tout le système capitaliste qui est coupable. L'homme qui a accompli le geste contre Meredith n'en est qu'un produit. Le fait qu'il s'agisse d'un chômeur, d'un homme vraisemblablement aigri et maniable par les puissants — toujours prompts à utiliser la soupape de sûreté du racisme pour détourner les ressentiments — ne fait que montrer crûment le degré avancé atteint par la gangrène raciste dans la société américaine.

James Meredith est un symbole. En effet, celui d'une transformation irréversible de la mentalité des Noirs américains. Il fut un temps où la peur, la terreur plutôt suffisait à perpétuer le ghetto matériel et moral dans lequel ils sont enfermés. Ce temps est révolu. Les associations non-violentes qui ont canalisé la révolte dans bien des cas, des hommes comme le pasteur Martin Luther King, eux aussi sont en train de perdre leur crédit auprès des masses noires. Martin Luther King est devenu célèbre, il a eu un Prix Nobel de la Paix, il a fait des marches pacifiques et des conférences, et qu'y a-t-il de changé ? Les discours lénifiants et l'humble résignation n'ont pas place dans cette société fondée sur la loi du plus fort, où pour avoir une petite place au soleil,

il faut combattre, les armes à la main.

Les temps sont venus où les Noirs américains constituent des groupes d'autodéfense. La « bonne » presse, prodigue de récits et de larmes sur les initiatives non-violentes, est beaucoup plus réticente à ce sujet. Des conseillers avisés indiquaient même que les autorités U.S. feraient mieux d'adoucir, d'améliorer la condition des Noirs, avant d'avoir à se retrouver devant un mouvement organisé, voire armé, et de toute façon peu enclin à la conciliation.

L'histoire de James Meredith résume la voie suivie, ou que suivront ses frères opprimés. Les marches efficaces contre la peur ne peuvent se faire que contre ceux qui l'engendrent. De la Bible au fusil, s'il y a le trop long calvaire des routes du Mississippi, il y a aussi le chemin de la véritable libération des peuples.

ANNE FOURVIÈRE.

Solidarité avec les révolutionnaires du Mexique et du Guatemala

Le bureau politique du Parti Communiste Révolutionnaire (trotskyste), nous communique que dans les derniers jours d'avril, huit militants, membres du Parti Ouvrier Révolutionnaire (trotskyste) du Mexique ont été arrêtés par la police et jetés en prison. Il s'agit des camarades Adolfo Malvagni (Adolfo Gilly), Oscar Fernandez, Teresa Confre-Fernandez, Gilardo Islas-Carranza, Ramon et Marta-Elena Vargas-Salguero, Francisco Zapata et Sergio Garces-Estrada.

En outre, on se souvient que dans le discours de clôture de la Tricontinentale, Fidel Castro avait violemment attaqué Francisco Amado, directeur de « Révolution Socialiste », organe du Mouvement révolutionnaire du 13 novembre (MR 13) du Guatemala. Castro avait dénoncé Amado comme un « agent de l'impérialisme » responsable de « l'infiltration trotskyste au sein du MR 13 ». Celui-ci, avec Francisco Arce, autre leader du MR 13, vient d'être abattu par la police guatémaltèque avec la complicité directe des fidèles alliés de Castro que sont les staliniens du parti guatémaltèque du travail.

AU GHANA Expulsions de réfugiés politiques

DEPUIS le coup d'Etat du 24 février dernier qui mit fin au pouvoir de Kwame N'Krumah, le nouveau gouvernement a procédé à l'expulsion de tous les réfugiés politiques qui se trouvaient dans ce pays. Des militants anti-colonialistes ont déjà été livrés aux autorités de Côte d'Ivoire, du Niger et d'autres pays. L'Idéa Populaire de la Guinée Equatoriale nous fait savoir que dix de ses militants risquent d'être livrés au gouvernement de Guinée espagnole de Ondo Edu, satellite et homme de paille de Franco.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



VOIX OUVRIÈRE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

Mardi 31 mai 1966 — N° 61

Paraît toutes les deux semaines — 0,50

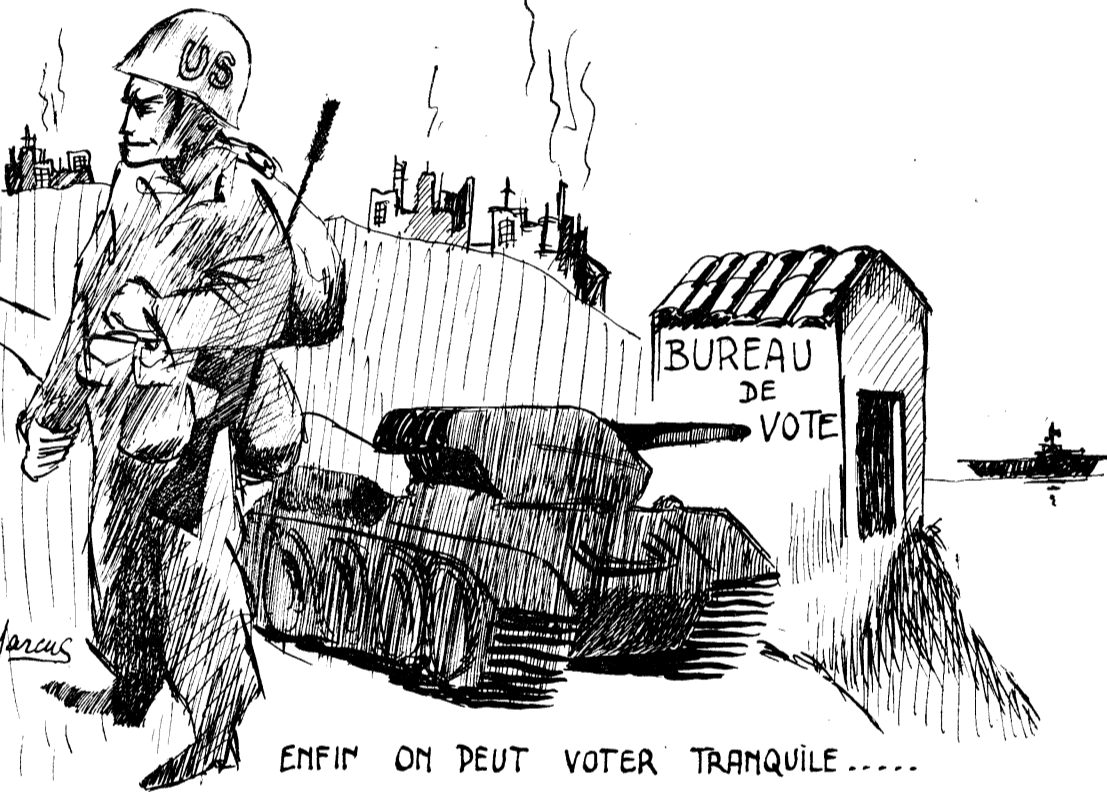
LES ELECTIONS A ST-DOMINGUE Bosh ou la faillite du libéralisme

LES élections du 1er juin à St-Domingue ont vu la victoire de Joaquín Balaguer, candidat du parti réformiste, qui bénéficiait de l'appui matériel et moral des U.S.A. C'est avec 250 000 voix d'avance que Balaguer a triomphé de l'ancien président Juan Bosch, (750 000 voix contre 500 000) alors que Rafael Bonnelly candidat d'extrême droite ne recueillait que 45 000 voix

tant le manque de sécurité et le peu de sûreté qu'offrait la protection de la police. Il lança de nouveaux slogans électoraux tels : « stabilité, discipline, austérité ». Et si de cette manière il s'interdisait tout espoir de triompher, il n'en rendait pas moins à l'impérialisme yankee l'inestimable service de canaliser l'ardeur des plus mécontents vers une voie de garage. Sa candidature ne

rialisme, ce qui n'était pas le cas de Bosch.

Quant aux masses populaires dominicaines, dont la situation n'a cessé d'empirer depuis le mois de février dernier car la crise économique continue à s'approfondir, rien dans le programme, ou plutôt dans le manque de programme du Parti Révolutionnaire Dominicain ne les incitait à voter pour Bosch. En fait, il n'y avait plus



Aussitôt les résultats connus, le Parti Révolutionnaire Dominicain, dont Bosch est le leader a déclaré dans un communiqué que les élections avaient été truquées et qu'il fallait les annuler.

Il y a certainement eu des truquages et des pressions de toutes sortes en faveur du candidat pro-américain. Au mois de mai par exemple, les assassinats et les emprisonnements de militants de gauche et de militants boschistes se multiplièrent à un point tel que le président Garcia Godoy consigna officiellement l'armée et la police dans les casernes afin de donner aux élections une certaine apparence de régularité et d'authenticité. Mais sa décision montrait bien que les forces armées n'étaient pas du tout prêtes à jouer les « grandes muettes » dans cette affaire. Les attaques de l'armée, et surtout de sa fraction de droite, n'en continuèrent pas moins sous le couvert de commandos « civils » anti-Bosch.

Et toutes ces pressions, si elles ont pu jouer sur une partie du corps électoral, ne semblent pas pourtant suffisantes pour expliquer le recul de Bosch par rapport aux résultats obtenus en 1962 où plus de 60% des suffrages se portaient sur son nom.

Bosch lui-même a tout fait pour que sa candidature ne puisse cristalliser un mouvement de masse susceptible de la dépasser. Dès le mois d'avril, il prononçait de violents discours contre les communistes et les « castristes » du mouvement du 14 juin. Il refusa même de faire campagne dans les régions agricoles, prétextant

le manque de sécurité et le peu de sûreté qu'offrait la protection de la police. Il lança de nouveaux slogans électoraux tels : « stabilité, discipline, austérité ». Et si de cette manière il s'interdisait tout espoir de triompher, il n'en rendait pas moins à l'impérialisme yankee l'inestimable service de canaliser l'ardeur des plus mécontents vers une voie de garage. Sa candidature ne

En intervenant par la force à St-Domingue, l'impérialisme montrait aux politiciens bourgeois d'Amérique Latine qu'il n'était pas prêt à tolérer une remise en question, si faible soit-elle, de sa domination, même par des réformistes modérés style Bosch, s'ils étaient portés par un mouvement de masse. Et cela Bosch l'a compris.

Après l'insurrection, il usa de toute son influence pour faire accepter aux constitutionnalistes de rendre les armes. Mais leurs chefs furent quand même exilés et Caamaño envoyé comme attaché militaire à Londres, tandis que les généraux de droite gardaient toutes leurs positions et restaient sur place. Une fois le mouvement populaire désarmé, Bosch devenait beaucoup moins utile à l'impérialisme.

Et malgré toutes les garanties qu'il lui offrait, l'impérialisme yankee, s'en tenait au candidat qui soit vraiment le sien.

Ce candidat, les U.S.A. l'ont trouvé en la personne de Balaguer, ancien ministre de Trujillo et qui fut même, à l'époque du dictateur, « président » en titre (sinon en fait) de la République Dominicaine. Balaguer en outre, avait l'appui de l'ensemble de la grande bourgeoisie et de l'armée, les seuls alliés solides de l'impé-

guère de différence entre la politique qu'il proposait et celle de Balaguer, et cela d'autant plus que, fort adroitement d'ailleurs, ce dernier avait fait figurer, comme revendication fondamentale à son programme, le retrait immédiat des troupes américaines. Les voix qu'a obtenues Bosch, il les doit uniquement à sa réputation de « victime de l'impérialisme » plusieurs fois exilé.

Mais malgré sa défaite, le rôle de Bosch n'en est pas fini pour autant. Sitôt les résultats connus, Balaguer a déclaré que la collaboration de Bosch était « indispensable à la pacification du pays et au renforcement de la démocratie ». Bosch pourra ainsi monnayer l'influence qu'il conserve auprès des masses populaires contre un poste quelconque. Mais dans ce cas, il risque de perdre rapidement tout crédit.

Peut-être préférera-t-il l'exil, pour redorer un blason bien décati, attendant patiemment pour intervenir des événements plus propices (une nouvelle mobilisation des masses par exemple) en espérant cette fois être appelé, par les U.S.A. et sa propre bourgeoisie, à jouer un rôle plus important. Mais peut-être est-il déjà trop discrédité aux yeux des masses pour jouer ce rôle. Et c'est là le danger qui guette à long terme l'impérialisme yankee en Amérique Latine. En compromettant trop les leaders « libéraux » il rend plus difficile une solution de rechange et ne laisse aux masses populaires pour contester les régimes actuels, que la critique des armes.

L. STERN.

TRENTE ANS APRES...

● Editorial des bulletins d'entreprises

« ... Les travailleurs qui, par millions — suivant le communiqué diffusé par la C.G.T. le jour même — ont fait du 17 mai une journée de lutte d'une puissance exceptionnelle et une démonstration éclatante de la force que leur donne leur unité », auront dû attendre près d'un mois que les centrales syndicales se décident à donner suite à ce qui, pour tous, avait été un avertissement, mais ne pouvait être que cela.

Pour des raisons techniques, ces lignes sont écrites avant le 14 juin, mais personne ne se fait d'illusions sur ce que sera cette nouvelle « journée d'action ». Après le 17 mai, pour aller de l'avant, il fallait faire plus. En n'organisant qu'une timide et pâle copie de ce mouvement, ne touchant que des secteurs bien plus limités de la classe ouvrière, les centrales syndicales ont fait un pas en arrière, et de cela, tous les travailleurs sont conscients.

Trente ans, presque jour pour jour, après le plus formidable mouvement de grève que ce pays ait connu, la « journée d'action » du 14 juin revêt un aspect encore plus dérisoire.

Mais il est vrai qu'en juin 1936, ce ne furent pas les centrales syndicales, bien au contraire, qui organisèrent la lutte.

C'est au début de mai que se produisirent les prémices du mouvement. Chez Bréguet, au Havre, et à l'autre bout de la France, chez Latécoère, à Toulouse, le patronat a voulu licencier des ouvriers ayant chômé le 1er mai, qui n'est pas encore la « fête du travail ». Les travailleurs de ces entreprises se mettent en grève pour obtenir la réintégration de leurs camarades et, fait nouveau qui va marquer tous les mouvements qui vont suivre, décident d'occuper l'usine. Ils obtiennent satisfaction, et chez Bréguet ils imposent même le paiement des heures de grève.

Le 14 mai, les travailleurs des usines Bloch, à Courbevoie, qui revendiquent un relèvement des salaires, occupent à leur tour leur entreprise. En 48 heures la direction cède.

L'exemple de ces succès est contagieux. Le 26 mai, des mouvements semblables éclatent chez Nieuport, à Issy-les-Moulineaux, chez Lavalette, à Saint-Ouen, chez

● ● ● les accords Matignon

DANS la nuit du 7 au 8 juin 1936 furent signés les fameux accords Matignon qui apportaient au monde du travail de substantielles augmentations de salaires, la semaine de 40 heures et pour la première fois, les congés payés.

En 1936, forçant les consignes des dirigeants syndicaux, les travailleurs avaient occupé les usines.

Trente ans après, la loi sur les conventions collectives subsiste, malgré une « mise au frigidaire » de 1939 à 1950 du fait de la guerre. Mais qu'en reste-t-il ? Les 40 heures sont violées en permanence et on nous présente comme un grand progrès une loi qui limite la durée du travail à 54 heures par semaine. Les salaires ont baissé de façon considérable et si le progrès technique n'était pas venu atténuer la baisse réelle du pouvoir d'achat, le niveau de vie des travailleurs serait actuellement la moitié de celui de 1937. Il suffit pour s'en convaincre d'essayer de se souvenir des prix et des salaires pratiqués à cette époque.

La durée des congés payés, elle, est la seule conquête qui se soit améliorée. Une fois en 1956, une troisième semaine a été accordée préventivement à un mouvement social qui fut le moyen pour le gouvernement Guy Mollet d'acheter à bas prix la combativité des travailleurs pour permettre au régime capitaliste de mener la guerre d'Algérie. Une autre fois, en 1962, une quatrième semaine est encore venue préventivement stopper la lutte ouvrière qui commençait à se développer et qui, par cette mesure, put être circonscrite aux mineurs.

UNE ANNEE SANS LUTTE... ET SANS RESULTATS

Cette année, malgré un gros tapage, la lutte fut plutôt mince et les résultats le sont encore plus. Le gros morceau, c'est la signature d'un avenant à la convention de la métallurgie parisienne par les syndicats les moins représentatifs. Les patrons sont rassurés car en principe, cet avenant qui intéresse environ 750.000 travailleurs, n'aura aucune répercussion sur les salaires réels. La nouvelle convention relève les salaires minima de 22 %, ce qui les maintient malgré tout très en-deçà des salaires réels.

Pour le reste, il faut se contenter de broutilles déjà obtenues depuis longtemps dans la plupart des entreprises : huit jours fériés payés au lieu de 5 et puis quelques reports de délais avant congédiement pour les travailleurs victimes de maladie ou d'accident du travail.

Ainsi, les travailleurs qui ont été mobilisés depuis plusieurs mois dans des actions limitées obtiennent deux fois rien dans une seule branche d'industrie et encore, dans un seul secteur sur 91 (mais qui est malgré tout, et de loin, le plus important).

Cet avenant dont l'objectif principal est de réduire légalement les écarts de salaires entre ceux de la convention et les salaires réels ne peut même pas être le point de départ d'un réajustement réel puisqu'il est de ce point de vue inférieur à celui de la convention de la métallurgie de la région lyonnaise.

Les deux syndicats les plus représentatifs : la C.G.T. et la C.F.D.T., n'ont pas signé cet avenant. Cela leur laisse les mains plus libres pour dégager leur responsabilité, mais cela ne la réduit en aucune façon. Est-ce que la C.F.T.C., la C.G.C., F.O., les autonomes et les indépendants qui à eux cinq représentent bien peu d'adhérents,

Hotchkiss, à Levallois, chez Crété, à Corbeil. Le 27 mai l'usine Farman, à Billancourt, est à son tour occupée. Le 28 mai, les 35.000 ouvriers de Renault cessent le travail et, à partir de cette date, il devient impossible de citer toutes les entreprises qui entrent à leur tour dans la lutte.

La bourgeoisie qui s'inquiète sérieusement a un faux espoir : le 29 mai le syndicat C.G.T. Renault ne signe-t-il pas un accord mettant fin à l'occupation de l'usine contre des avantages négligeables. Cet exemple ne va-t-il pas donner le signal de la reprise générale du travail ? Mais le 4 juin Renault est de nouveau en grève et occupé.

La grève devient générale, elle couvre bientôt toute la région parisienne, elle gagne la province, les grands centres industriels d'abord, les régions les plus reculées ensuite. Elle va gagner toute la classe ouvrière jusqu'aux secteurs traditionnellement les moins combattifs, jusqu'aux garçons de café et aux vendeurs des grands magasins.

Le patronat commence à s'affoler. Le 5 juin le délégué général du Comité des Forges demande à Léon Blum, qui vient de constituer son gouvernement, d'établir le contact entre les organisations patronales et la C.G.T. Le 7 juin sont signés les fameux accords Matignon. Le patronat lâche des augmentations de salaires importantes (certains salaires particulièrement faibles vont se trouver doublés).

Pendant ce temps, députés et sénateurs (les mêmes qui, quatre ans plus tard, voteront les pleins pouvoirs à Pétain) votent à tour de bras les « lois sociales » : les quarante heures, les congés payés, etc., etc.

Mais ces succès importants ne suffisent pas à arrêter le mouvement. Il faudra que le P.C., le P.S., la C.G.T. jettent tout leur poids dans la balance, il faudra le « Il faut savoir terminer une grève » de Thorez pour que, ses usines récupérées, la bourgeoisie puisse enfin respirer.

La bourgeoisie française a connu, en juin 1936, l'une des plus grandes peurs de son histoire. Mais elle ne fut pas seule. Jamais les dirigeants de la C.G.T. n'avaient vu la direction de leurs troupes leur échapper à ce point. Et si le 14 juin on ne nous propose qu'une mascarade, ce n'est pas parce que les travailleurs d'aujourd'hui sont inférieurs à leurs « anciens », mais bien au contraire, parce que nos dirigeants syndicaux trouvent que le meilleur moyen de « savoir terminer une grève », c'est de ne pas la commencer.

Mais, en 1936, ce n'est pas eux qui commencèrent, et aujourd'hui comme il y a trente ans, notre avenir ne dépend que de nous seuls.

auraient pu se permettre d'apparaître comme les organisations qui « apportent quelque chose » si les deux grandes centrales C.G.T. et C.F.D.T. avaient organisé efficacement la lutte de millions de prolétaires qui, depuis quelques mois, ont répondu à leur appel ? Il serait toutefois puéril de le leur reprocher.

En 1936, les travailleurs ont ouvert une large brèche dans le front patronal parce qu'ils ont su déborder les consignes des dirigeants syndicaux en occupant les usines. Et l'attitude de Blum qui a demandé aux travailleurs de faire la pause et celle de Thorez, qui leur a demandé de savoir terminer une grève, a nettement prouvé que l'intention de ces soi-disant dirigeants ouvriers était de ne pas aller trop loin et surtout de ne pas détruire le système capitaliste. L'attitude de ces soi-disant socialistes et de ces soi-disant communistes a, depuis, confirmé de nombreuses fois ces intentions collaboratrices avec le patronat et l'Etat même si depuis, quelques formations spécialisées (C.F.T.C., indépendants, F.O., autonomes) sont apparues quelquefois pour prendre officiellement la responsabilité de cette collaboration. Cela signifie-t-il que les conventions collectives soient une duperie ?

POUR DE NOUVELLES CONVENTIONS COLLECTIVES

Les conventions collectives ne sont pas la panacée qui sauvera la masse des travailleurs de l'exploitation capitaliste. Mais pour engager le combat contre les forces d'exploitation qui se transforment tôt ou tard en forces de destruction, la classe ouvrière a besoin de constituer une force sociale capable de s'opposer victorieusement aux exploitateurs et de se préparer à les remplacer aux leviers de commandes des forces économiques et politiques. Les conventions collectives sont un moyen solide de constituer cette force à condition toutefois de bien définir ce qu'elles doivent contenir et d'être ensuite capables à tout instant d'en exiger l'application.

Quatre points essentiels doivent figurer dans les conventions collectives (et non accessoirement dans des avenants) :

D'abord le problème des salaires dont les taux doivent être fixés sur le plan national conjointement avec les garanties de ce salaire quelles que soient les fluctuations économiques, voire politiques (car une loi sur les impôts peut fort bien annuler une partie importante des salaires).

Ensuite, celui de la durée du travail.

Puis celui des conditions de travail, notamment en matière d'hygiène et sécurité et de réglementation des entreprises.

Enfin, le problème des libertés ouvrières et des moyens de défendre leurs droits économiques et politiques.

Fixer des objectifs, se donner les moyens de les atteindre, c'est, pour les travailleurs, d'abord améliorer sérieusement leur condition de vie. Ensuite, pour les défendre et les améliorer, c'est le moyen de devenir une force sociale capable de prendre la relève du capitalisme décadent quand ses contradictions pousseront l'humanité vers l'abîme.

Karl Marx disait que l'histoire ne se renouvelle jamais, sinon sous forme de farce.

Au trentième anniversaire de juin 36, la signature de l'avenant aux conventions collectives de la métallurgie tente de renouveler sous une forme bouffonne les accords Matignon signés à la hâte par un patronat désespéré devant l'ampleur de l'action ouvrière.

C'est pourquoi 1936 ne peut se renouveler. Il ne peut qu'être dépassé.

H. VAUQUELIN.

● Echos des entreprises

DU 17 MAI
AU 14 JUIN

L'ORGANISATION DE LA DEMOBILISATION

Le 14 juin, nous allons sans doute être appelés à participer à une nouvelle journée d'action.

Pourquoi ? Car il faut reconnaître que le 17 mai a été loin de regrouper la majorité des travailleurs d'Uclaf. Et pourtant le 17 mai aurait pu apparaître comme le départ d'une lutte importante.

Malheureusement il n'en fut rien, à Uclaf la pharmacie ne fut pratiquement pas présente dans le mouvement et, ce qui est plus grave, l'entretien, qui est à l'ordinaire un secteur combatif, n'a pratiquement pas débrayé, lassé qu'il était des actions volontairement sans perspectives dans lesquelles on l'entraînait.

Le 17 mai n'a été qu'une démonstration plus large du mécontentement général de la classe ouvrière. L'étape suivante ne pouvait être que le passage de la démonstration générale à la lutte générale. Or le 14 juin est loin d'être cette lutte. Ce n'est qu'une démonstration supplémentaire qui n'aura certainement pas l'ampleur du 17 mai.

Alors pourquoi ? Les centrales syndicales voquent-elles au hasard ? Non, leur objectif est précis, leur plan également. Ce qu'elles veulent, c'est en recommençant, en plus médiocre, une simple démonstration, laisser les travailleurs. C'est bien évident à la veille des vacances.

Ensuite elles pourront encore étaler leurs plaintes mensongères et démagogiques : « vous voyez, les ouvriers ne sont pas prêts ».

Nous travailleurs, nous « suivrons » le jour où nous verrons à notre tête des gens qui veulent lutter et gagner.

Eh bien, laissons-les avec leur sombre tactique. Le 14 juin n'est qu'une triste farce et si nous voulons demain préparer la victoire, nous n'oublierons pas comment ont agi avec nous certains saltimbanques du syndicalisme.

(Extrait de la « V.O. » Rous-sel-Uclaf n° 94.)

UN COUP D'EEPE DANS L'EAU

Après la grève du 17 mai, il a fallu trois semaines pour que la direction reçoive les syndicats et fasse connaître ses intentions :

— Elle accorderait 2 jours de congés supplémentaires au personnel ayant plus de 10 ans d'ancienneté ;

— Elle parle vaguement des 45 heures pour 1967.

Il est manifeste qu'en faisant des propositions aussi ridicules, elle se moque des travailleurs. Mais en face de son intransigeance, la riposte des syndicats est bien timorée et ils sont bien persuadés eux-mêmes de son inutilité. La preuve : au moment où nous écrivons (le 12), ils n'ont pas encore annoncé s'ils allaient appeler à la grève le 14 juin. S'ils le font, ce ne sera qu'au dernier moment (alors que cette date a été fixée depuis plus de deux semaines par les confédérations pour un nouveau mouvement) et il est surtout question de recourir à l'arme suprême dont tout le monde connaît l'efficacité : la pétition.

De toute façon, le 14 juin ne peut être qu'un coup d'épée dans l'eau, car c'est un net recul par rapport au 17 mai, puisque seul le secteur privé est concerné... et encore, même pas pour 24 heures de grève.

Extrait du n° 9 de la V.O. Kodak

EN ANGLETERRE :

Le syndicat briseur de grève

ALORS que le premier mois de grève va s'achever pour les marins britanniques, la Centrale syndicale anglaise (Trade Union Congress) vient de nouveau de faire la preuve de son rôle d'agent de la bourgeoisie.

On se souvient que le gouvernement anglais, pour régler le conflit, avait nommé une commission d'enquête sur les conditions de travail des gens de mer. Cette commission vient de proposer que la semaine de 40 heures pour la Marine marchande soit appliquée en... 1967. Les armateurs ont souscrit des deux mains à une telle propo-

sition. D'ici 1967 beaucoup d'eau coulera sous les ponts de leurs navires et une fois la grève finie et les marins démobilisés il sera toujours possible de ne pas tenir ce qu'on a promis car, comme chacun sait, sans mobilisation constante de la classe ouvrière, les accords ne sont que des chiffons de papier que les patrons jettent à la poubelle à la première occasion.

Au chœur des armateurs et de Wilson est bien entendu venu se joindre la voix des syndicats britanniques. Pendant plus de deux heures les dirigeants de la Centrale ont es-

sayé de faire céder les représentants des grévistes pour qu'ils acceptent de reprendre le travail. En vain. Ayant échoué dans leur tentative ils ont donc décidé de boycotter le mouvement et de passer d'une « neutralité » passive à une hostilité ouverte. En effet, « les dirigeants du T.U.C. ont repoussé une demande d'assistance que leur présentaient les marins pour rendre le débrayage « efficace. » (« Monde », 11 juin 1966.)

Ils montrent par là qu'ils sont des alliés efficaces pour Wilson dans son entreprise de faire payer à la classe ouvrière britannique la modernisation

des structures du capitalisme anglais.

Pour l'instant les marins anglais continuent leur lutte. Et aujourd'hui c'est au Front Uni de la bourgeoisie, de l'Etat et de la bureaucratie syndicale qu'ils se heurtent. Et même si les bonzes syndicaux parviennent à faire triompher leur entreprise d'étouffement de la grève, les marins britanniques auront du moins compris que là comme ailleurs les appareils politiques et syndicaux dits « ouvriers » sont devenus les principaux obstacles à la mobilisation et à l'action des travailleurs.

L. S.

LES LEÇONS DE 6 SEMAINES DE GREVE A OLIER (Clermont-Ferrand)

EN AVOIR OU PAS

Mardi 31 mai, après six semaines de grève, les quelque 130 travailleurs encore en lutte ont repris le travail.

Il ne restait alors rien d'autre à faire : après bien des coups, la dernière semaine a vu la grève s'effriter de façon définitive, chaque jour on assistait à de nouvelles reprises, les derniers restants étant menacés de répression.

La mécanique et l'ajustage avaient déjà repris en grande partie ; mercredi, la défection de la chaudronnerie à quelques uns près, qui avait été précédée par la reprise d'un tout petit nombre d'ouvriers peu scrupuleux, a porté un dernier coup. Bien que le mouvement parût à ce moment-là sans perspectives, 130 ouvriers ont tenu à finir la semaine de grève pour montrer à la direction qu'ils ne s'estimaient pas battus.

Ce sont eux qui ont eu raison. Ils ont montré à la direction que, même en ces circonstances, la combativité restait forte et qu'elle ne pouvait pas tout se permettre. Leur résistance n'a pas été inutile : la direction hésitera peut-être à faire descendre trop facilement les chronos et elle a immédiatement accordé, non seulement les mêmes conditions de reprise aux derniers en lutte

mais encore le transfert de l'augmentation sur le taux de base après la reprise.

Extrait de la V.O.
Olier n° 33

LES PROFITEURS

Tout au long du mouvement les tentatives de débauchage des grévistes par les chefs se sont multipliées. Les promesses ont été nombreuses : offres de logements, propositions de déplacements ou de meilleurs postes. La quasi-totalité a naturellement refusé.

Malheureusement, quelques-uns, parfois forts en gueule au départ, s'y sont laissés prendre. Ainsi, à la chaudronnerie, l'un d'eux vient de se faire nommer, à titre définitif, à un travail tranquille, prenant ainsi la place d'un autre.

La direction reconnaît les siens.

Extrait de la V.O.
Olier n° 33

CONSTRUIRE L'ORGANISATION OUVRIERE

Malgré un très gros effort et une combativité qui s'est manifestée jusqu'à la fin, nous avons dû reprendre sans avoir obtenu de concessions sérieuses du patron.

Pour les revendications à l'échelle de la métallurgie cler-

montoise et même de tous les travailleurs : 600 F minimum, etc., nous savions dès le départ que seule une lutte de toute la métallurgie locale au moins pouvait les obtenir.

L'essentiel en ce domaine dépendait de la Fédération de la métallurgie et de l'Union départementale, des bonzes de la Maison du Peuple enfin. Et, malgré les promesses faites à une réunion où nous étions venus en force, le sabotage n'a pas cessé : sabotage de l'extension du mouvement, limité à une heure de grève symbolique chez Fischer quinze jours après le début du mouvement ; sabotage des collectes dont les fonds arrivaient toujours avec retard ; tentative de saboter à Olier même où dès les premiers jours, Vigier et ses collègues du P.C. ont tout fait pour saborder le mouvement.

Mais sur les bureaucrates syndicaux, il y a longtemps que nous ne nous faisons plus d'illusions ; ils ne tiennent qu'à leurs fauteuils. Nous ne pouvions compter sur eux pour organiser l'extension, il nous a donc fallu limiter la lutte à Olier. Dans ce cadre, si nous devions limiter nos revendications, la lutte ne dépendait que de nous. Pourquoi n'a-t-elle donc pas abouti ?

Bien sûr, il y a eu le manque de conscience de quelques-uns qui, dès le début, se sont

crus autorisés à ne pas respecter les décisions de la majorité en entraînant petit à petit d'autres par leur exemple. Cette « liberté-là » est inacceptable, en d'autres lieux on a su par des piquets de grève quand les horaires le permettent — ou par tout autre moyen — empêcher ces pratiques de renards. C'est une question d'organisation.

Or, malgré la combativité, les responsabilités à prendre n'ont été assumées que par quelques-uns, alors qu'elles nous concernaient tous. Parmi les délégués eux-mêmes, il y a eu des défections, de la mollesse, du défaitisme.

Mener une grève nécessite une équipe de responsables disciplinés, éprouvés, solidaires ; le mouvement a montré qu'à Olier, elle restait à construire. Si cette grève nous a appris cela, si les plus décidés d'entre nous savent prendre leurs responsabilités, Tévisse ne mettra pas longtemps à perdre sa réputation de patron de combat.

Une telle organisation aurait pu permettre et pourra permettre dans une telle situation de passer le barrage des bureaucraties syndicales et d'organiser un mouvement s'étendant à tous les travailleurs de la région.

Extrait de la V.O.
Olier n° 33

LES VACANCES C'EST QUELQUES FOIS DAVANTAGE DE TRAVAIL

• A l'Urbaine de la Seine

EMBAUCHEZ DES « VOLANTS »

La période des vacances approche et déjà certains camarades prennent leurs congés. Si nous nous réjouissons de voir arriver les vacances tant attendues toute l'année, et si ceux qui partent sont bien contents d'oublier l'Urbaine pendant un mois, ceux qui restent et attendent leur tour sont moins heureux car pour eux le départ d'un camarade, cela représente du travail en plus. En effet, pendant toute cette période la direction ne juge pas nécessaire de remplacer le personnel en moins : à ceux qui restent dans les services à se partager le travail. Ainsi nos congés payés, avantage qui nous est dû, ne lui coûte pas cher puisque le travail est tout de même fait alors que par roulement une partie du personnel n'est pas là.

La même méthode est utilisée quand un camarade est absent : ou son travail est partagé ou il le retrouve sur son bureau à son retour. Pour nous faire accepter ce « supplé-

ment » sans trop de difficulté la maîtrise fait appel à nos sentiments de bonne camaraderie.

Cela ne doit pas nous tromper car ce n'est pas à nos camarades que nous rendons service en acceptant mais à la direction qui veut que le travail soit fait, que nous soyons présents ou absents. A noter que c'est tout bénéfique pour elle quand le camarade absent n'est pas titulaire car non seulement le travail est fait mais elle ne le paie pas.

Aussi devons-nous refuser de nous plier à ces méthodes. Ce qu'il faut c'est que la direction embauche du personnel de remplacement, par exemple des « volants » assurant le travail d'un employé absent ou en congé. Mais pour qu'elle le fasse il faut qu'elle en sente la nécessité ; pour cela c'est à nous de refuser, de faire plus que notre travail, ce qui nous occupe déjà suffisamment.

(Extrait de la « V.O. » n° 8 de l'Urbaine et la Seine.)

Nous ne pouvons faire paraître les échos de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

En voici la liste :
AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann. — Paris XIIIe.
HISPANO-SUIZA. — Bois-Colombes (Seine)
SUD-AVIATION. — Courbevoie.
AUTOMOBILES :
BERLIET. — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).
CITROEN. — Usines Levallois et qual de Javel.
PANHARD. — Paris.
GENEVE. — Ivry (Seine).
PETEGEOT. — Sochaux.
RENAULT. — Billancourt. 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine.
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux.
R.N.U.R. — Département 37.
SFA (Indenor) — Dijon.
RENAULT. — Flins.
METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chamond.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.
Montres LIP. — Besançon.
OLIER. — Clermont-Ferrand.
NEYRPEC. — Grenoble.
BOURGOGNE ELECTRONIQUE. — Dijon.
BRONZAVIA. — Courbevoie.
CABLES DE LYON. — Lyon.
G.I.T. — Paris 15e.
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine).

C.S.F. — Levallois (Seine).
THOMSON. — Gennevilliers (Seine).
WESTINGHOUSE. — Sevran
CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK. — Vincennes.
RHONE-POULENC. — Vitry (Seine).
ROUSSEL - UCLAF. — Romainville (Seine).
Raftinerie ANTAR. — Donges (Loire Atlantique).
MICHELIN. — Clermont-Ferrand.
MICHELIN. — Bourges.
RHODIACETA. — Lyon-Vaise.
RHODIACETA. — Besançon.
SERVICES ET DIVERS
AIR-FRANCE. — Ateliers Orly-Nord (Seine).
AIR-FRANCE. — Blanqui, Paris-13e.
ASSURANCES GENERALES. — Siège Paris.
ASSURANCES GENERALES. — Drouot
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Rue Viala, Paris 15e.
CHEMINOTS. — Générale.
Imprimerie DESJUSSES. — Issy-les-Moulineaux.
CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris.
CREDIT LYONNAIS. — Levallois.
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE. — Rue de Flandre, Paris.
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris
QUAIS ET DOCKS — Ma.selle.
URBAINE ET LA SEINE. — Paris.
MINES. — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche.

Le Crédit-Lyonnais décentralise... à Levallois

AVANT la construction de l'immeuble de Levallois, environ 8.000 personnes travaillaient au Siège central à Paris, boulevard des Italiens, où nos camarades animent depuis juin 1962 un bulletin « Voix ouvrière » (1).

En octobre 1965, 1.200 employés ont quitté Paris pour l'Annexe de Levallois. Depuis cette date une V.O. Crédit Lyonnais Levallois y est également publiée.

EN octobre 1963, déjà, les employés des Services Généraux apprenaient qu'un nouvel immeuble était en construction à Levallois et que leur transfert aurait lieu à partir de juillet 1965. Les nouveaux embauchés étaient également prévenus, à partir de cette date, qu'ils risquaient d'aller à Levallois.

Dès le début de 1965, les employés concernés s'inquiètent de leur sort. Les syndicats demandent des précisions sur les conditions de travail, sur les services sociaux mis à la disposition du personnel dans la nouvelle annexe.

On assiste à de nombreuses démissions, surtout chez les jeunes qui ne veulent pas aller « s'enterrer » à Levallois.

Les demandes de changement de services sont nombreuses. La direction les accorde assez volontiers, mais cela représente la plupart du temps une aggravation des conditions de travail pour le personnel muté.

Devant le mécontentement des « anciennes », la direction accorde le départ à la retraite anticipée à 55 ans pour les femmes. Nombreuses sont celles qui utilisent cette possibilité.

Mais ce qui préoccupe surtout les employés des Services Généraux, c'est l'allongement du temps de transport. (Des sondages syndicaux révèlent une heure de plus par jour en moyenne.) Et le personnel réclame la diminution du temps de travail. Des pétitions sont signées.

Finalement, la direction annonce que le personnel de Levallois quittera un quart d'heure plus tôt le soir, mais en compensation déjeunera en trois-quarts d'heure au lieu de une heure... Elle se justifie en disant : « Puisqu'il n'y a pas de magasins où faire des courses près de l'annexe, trois-quarts d'heure de pause à midi suffisent » !

En même temps, on apprend que les bureaux seront disposés comme dans une salle de classe... le chef de section surveillant les employés dans leur dos.

Le mécontentement est grand, le 10 septembre, une pétition est signée à l'unanimité ou presque des 1.200 employés et gradés.

Le 15 septembre, la direction annonce un compromis. Elle accorde un jour supplémentaire de congé annuel au personnel

qui a déjà 20 minutes de transport et 2 jours pour ceux qui ont 40 minutes de transport.

A l'annonce de cette décision le personnel des Services généraux débraie et se réunit dans le hall.

Mais, à partir de cette date, les sections vont être mutées une par une à Levallois. Une fois installé, le personnel continue à débrayer, mais les syndicats n'organisent pas la liaison avec ceux restés au Siège, ni avec l'ensemble du personnel.

Fin octobre, tous les Services généraux sont transférés. Les employés n'ont rien obtenu.

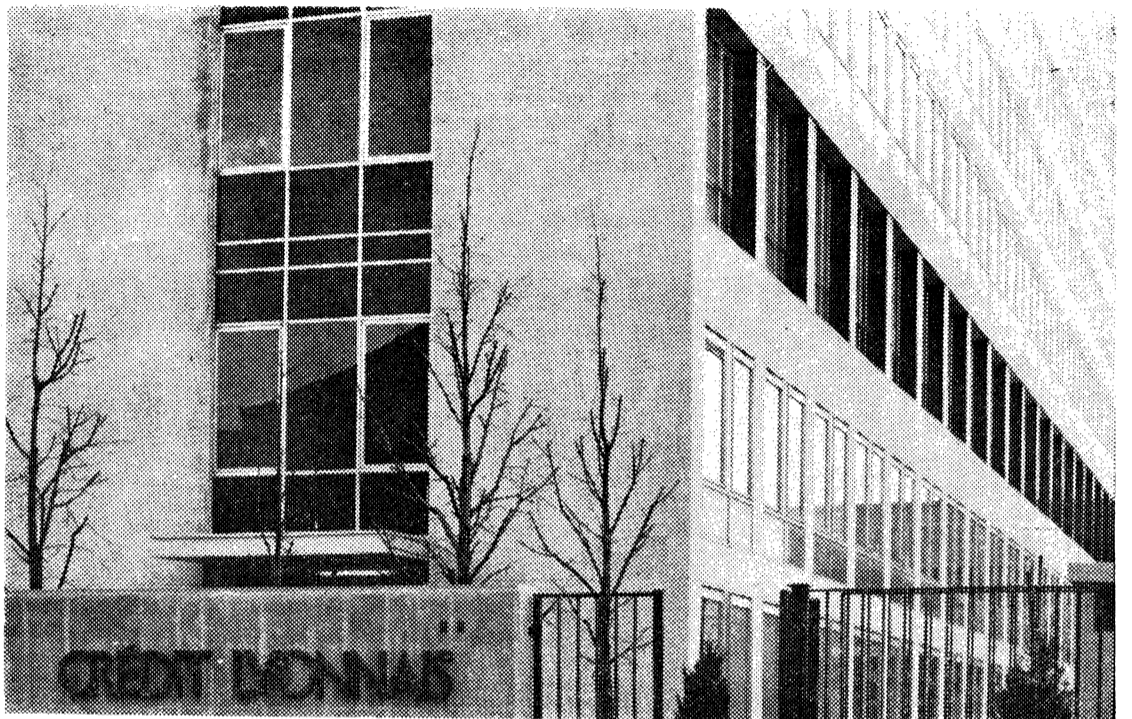
Toutefois, le mécontentement persiste à Levallois. Devant cela les syndicats furent obligés d'appeler les gens à de petits mouvements dans le genre de départs anticipés, un quart d'heure toutes les semaines ou tous les 15 jours, mouvements suivis par 70 % du personnel. Cela eut comme résultat des entrevues avec la direction (qui faisait traîner les pourparlers en longueur). Elle commença par accorder le quart d'heure de moins par jour, mais à prendre groupés sous forme de jours de congé annuels supplémentaires.

Cela ne contenta pas les employés qui continuaient à réclamer un départ anticipé chaque jour et les petits mouvements reprirent de plus belle.

Le quart d'heure journalier fut définitivement acquis en mars. Depuis la situation n'a guère changé sinon que le personnel du Siège central bénéficie également, depuis le mois de mai, d'un quart d'heure de moins par jour.

SALAIRES ET CONDITIONS DE TRAVAIL

L'annexe de Levallois est un bel immeuble de 7 étages dominant les sombres hangars de Citroën. L'apparence moderne du bâtiment, les grandes baies vitrées et une installation des bureaux soi-disant rationnelle, une climatisation à « air conditionné », l'insonorisation des locaux pouvaient faire espérer au personnel de meilleures conditions de travail. En fait, le système d'aération se révèle souvent défectueux et les bureaux sont très bruyants. Seul le second étage, réservé au Centre électronique où le Crédit Lyonnais a installé le plus important atelier électronique d'Europe utilisant la nouvelle série d'ordinateurs IBM EI, a des conditions climatiques parfaites pour... les machines.



Les horaires de travail sont : 8 h 30 à 17 h 45 avec une pause de trois-quarts d'heure pour déjeuner.

Le travail effectué à Levallois concerne les différentes opérations sur titres. C'est essentiellement un travail de bureau en liaison avec l'important service électronique. Un autre service (C.C.A.P.) traite les opérations des agences (comptes clients), ceci également sur machines électroniques.

Le travail n'est pas pénible mais fastidieux et dans un grand nombre de bureaux, les chefs essaient de faire observer une certaine discipline et font subir leur humeur aux employés.

En octobre, le service C.C.A.P. en entier sera muté à l'Annexe qui, lorsque la deuxième tranche de travaux sera terminée, comprendra environ 2.500 personnes.

Les salaires sont, bien sûr, les mêmes qu'au Siège : 500 F brut à l'embauche et de 700 à 800 F de salaire mensuel moyen pour les employés ayant entre 5 et 10 ans de maison, avec une véritable hiérarchie des salaires, de telle sorte qu'il n'existe pas deux salaires identiques et que l'écart entre hauts et bas salaires soit très grand.

Pour que la direction cède peu à peu les mêmes « services sociaux » que ceux existant au Siège et dont le personnel de Levallois se voyait brutalement privé, il a fallu toute la combativité des employés, de multiples interventions du C.E. et des syndicats.

Il existe une crèche bien insuffisante pour le nombre de femmes travaillant à l'annexe ; le nombre de places fut porté de 15 à 25 après intervention du C.E. (une journée à la crèche coûte : 5 F). La cantine « self-service » dépend d'un traiteur extérieur ; on y mange plus mal et pour plus cher qu'au Siège. (Prix d'un repas entre 2 F et 3,50 F selon ce que l'on prend.)

La direction est très fière de sa cafeteria ouverte le matin une demi-heure avant l'entrée des bureaux et de 11 h 30 à 14 h 30.

La coopérative est installée dans un bâtiment en préfabriqué.

Depuis peu et après les manifestations spontanées des jeunes à la Cafeteria, indirectement soutenues par les syndicats, un Foyer des Jeunes a été promis par la direction. Il est actuellement pratiquement construit, mais pas aménagé. Trois salles sont réservées au Comité d'établissement et à la délégation du personnel. Elles servent également de permanences aux syndicats.

LA VIE SYNDICALE ET POLITIQUE

Les syndicats sont au nombre de cinq : C.G.T., C.F.D.T., F.O., S.C.P.B. (C.F.T.C. maintenue) et S.N.C.B. (C.G.C.) Les plus importants sont la C.G.T. et la C.F.D.T. qui tiennent le Comité d'établissement.

Il n'y a pas d'élections séparées. Levallois vote avec le Siège. La C.G.T. a une centaine de syndiqués (cartes placées) sur 1.200 employés.

Il est très rare que les syndiqués soient consultés. Le fonctionnement des syndicats est assuré par les réunions se faisant uniquement sur le temps de travail, ce qui entraîne l'obligation d'être délégué ou d'avoir un mandat syndical, donc d'être agréé par l'appareil pour pouvoir y assister. Cette méthode exclut, bien entendu, les oppositionnels de la vie syndicale.

Aucun syndicat ne publie de journal syndical régulier, seulement des tracts à l'occasion de tel ou tel événement. Ces distributions de tracts sont d'ailleurs peu fréquentes.

D'autre part, les délégués du personnel sont plus occupés aux réunions intersyndicales dans les permanences qu'à la consultation du personnel. Il faut vraiment des événements importants (telles élections ou tentative de la direction de restreindre les droits syndicaux, par exemple) pour que les délégués daignent passer dans les bureaux pour discuter avec le personnel.

Il existe une cellule du P.C. qui se manifeste très peu et ne publie pas de journal. Seuls des tracts nationaux ou émanant de la Fédération sont quelquefois diffusés.

Les militants responsables du P.C. sont délégués du personnel C.G.T. et se réunissent sur

leurs heures de délégations pour faire marcher le parti. Parallèlement, il existe depuis peu un cercle de la J.C., qui même, s'il est un peu plus influent parmi les jeunes que ne l'est le P.C. parmi les adultes n'a en fait aucune action autonome et se contente de suivre les directives du parti.

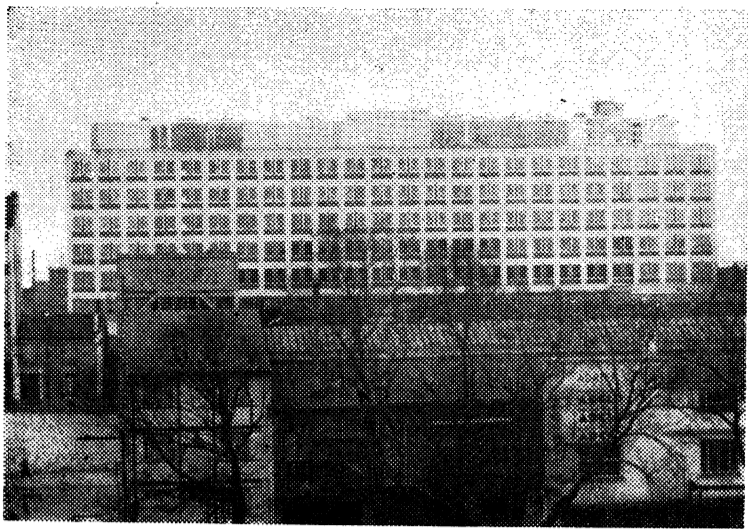
Les J.C. n'ont publié qu'un seul numéro de leur journal depuis leur existence en mars 1966.

A voir l'attitude des syndicats à Levallois on pourrait penser que des problèmes très différents se posent pour les employés qui y travaillent. Aucune liaison n'existe entre les sections syndicales de Paris et de Levallois. C'est ainsi que lors des débrayages d'octobre 1965 à mars 1966 du personnel de l'Annexe, le Siège n'a pas été tenu au courant. Aucun tract n'était distribué, ne serait-ce que pour information. A l'inverse, lorsque le Siège débraya 1 heure le 19 mars pour obtenir le quart d'heure rien ne fut transmis à Levallois. Or une lutte d'ensemble du personnel du Crédit Lyonnais aurait pu faire lâcher plus d'un quart d'heure à la direction. Il est bien évident que le personnel muté s'est trouvé défavorisé, surtout en ce qui concerne l'allongement du temps de transport, mais ce n'est pas en isolant leur lutte comme les syndicats l'ont fait qu'ils pouvaient obtenir une réelle diminution du temps de travail, et pas seulement un quart d'heure.

Voilà bientôt huit mois que le transfert à Levallois a été effectué et en réalité les mêmes problèmes se posent que pour les employés du Siège : salaires insuffisants, temps de transport trop longs, nécessité d'une diminution importante du temps de travail.

Cela ne peut être que l'aboutissement d'une lutte commune entre le Siège et l'Annexe. Et si les syndicats se révèlent incapables de faire la liaison, les militants de « Voix ouvrière », eux, sont bien décidés à l'assurer.

(1) Se reporter à l'article : « Une grande banque vue de l'intérieur », V.O. n° 23 du 3 novembre 1964.



QUAND LES DIRECTEURS S'EN VONT EN GUERRE

IL y a un mois, mettant un point final aux rumeurs et inquiétudes qui l'avaient précédée, la presse et la radio annonçaient la création de la Banque Nationale de Paris, née de la fusion du C.N.E.P. et de la B.N.C.I.

Mais si la préparation de l'opération avait provoqué quelques remous parmi le personnel des établissements bancaires nationalisés que dire du vent de tempête et d'héroïsme qui avait alors agité les cadres inférieurs et supérieurs.

Nous ne pouvons résister au plaisir de citer ici la lettre que le directeur de la succursale bordelaise du C.N.E.P. adressait à ses subordonnés, quinze jours avant la fusion, dans un bel élan de fougue méridionale.

EXTRAITS DE LA VOIX OUVRIÈRE DU CRÉDIT LYONNAIS N° 16

ACTUELLEMENT, nos camarades du service « assemblées » sont littéralement submergés par le travail, car c'est l'époque des assemblées d'actionnaires des grosses sociétés.

Or, comme chacun sait, la direction tient à faire plaisir à ces grosses sociétés et elle prend en charge ce travail.

Ce sont, soi-disant, les « services » que la banque rend à ses clients. Mais en fait, c'est bel et bien le personnel qui rend ces « services ». Car bien entendu, comme il s'agit d'un travail exceptionnel, qui revient à période fixe chaque année, la direction demande à nos camarades de faire des heures supplémentaires. Pour cela, elle se fait tendre et câline... Elle arrive à leur payer double ces heures supplémentaires et surtout, elle leur donne le choix de pouvoir les récupérer en temps (deux heures pour une) ; ce qui est exceptionnel et prouve bien qu'elle a du mal à faire faire des heures... La majorité de nos camarades de transferts-assemblées d'ailleurs préfèrent récupérer en temps ! Mais, malgré tout, cela ne suffit pas à faire rester les employés quand ils n'en ont pas envie.

Il s'agit en principe d'un volontariat, seulement, c'est très « mal vu » de refuser et la direction a à sa disposition des moyens de pression qu'elle entend exercer pour que « son » travail soit fait ! Gare à celui qui refuse, il risque bien que cela « le suive » durant toute sa carrière... Mais si la direction a tant de mal à trouver du personnel pour faire des heures, nous, nous connaissons des gens sûrement volontaires et sûrement compétents puisqu'ils sont sensés savoir tout faire : ce sont les cadres supérieurs ! Ils sont suffisamment dévoués aux intérêts du Crédit Lyonnais pour venir... et au moins cela éviterait d'imposer à des employés de venir le samedi alors qu'il fait si beau et si bon dehors à cette époque de l'année !

NOUS voici arrivés dans la période des congés et déjà les premiers vacanciers sont partis. Bien entendu, la somme de travail répartie entre un nombre moindre d'employés n'a pas baissé. Et dans certains services, nous nous retrouvons à 4 ou 5 pour faire le travail de 8 ! Le pire est que cela va durer pendant toutes les vacances et chacun à notre tour nous allons connaître ce double travail.

Ce qui en résulte, c'est que nous allons perdre tout le bénéfice de nos vacances et au-delà : nos vacances ne durent qu'un mois, mais la période de sur-travail dure quatre mois.

Cela n'existerait pas si la direction prenait des mesures appropriées, mais elle ne fait pas ce qu'il faut. Car si elle a embauché l'année dernière 1 500 stagiaires environ répartis sur 3 ou 4 mois, ce qu'il faudrait, c'est qu'elle en embauche 3 000 chaque mois (un peu moins en août peut-être) pour nous remplacer. Ce serait la seule solution aux problèmes d'effectifs et il ne manque pas de jeunes lycéens ou étudiants qui désirent travailler 1 ou 2 mois chaque année.

ON LEUR VOLE
LE PRINTEMPS !

LE TRAVAIL
C'EST LA SANTE !

Messieurs,

Au moment où de scandaleuses campagnes de presse, tentent, par des affirmations calomnieuses ou des propos diffamatoires, de ruiner le crédit de notre Comptoir auprès du public, pour le plus grand profit de certains de ses concurrents, il nous a paru indispensable de vous communiquer personnellement, la lettre qui nous a été adressée à ce sujet par notre président, M. BIZOT.

Notre président, qui a consacré quarante ans de sa vie, et une activité inlassable, à la prospérité de notre Maison, connaît mieux que quiconque ses véritables problèmes, et est seul qualifié pour porter un jugement sur sa situation actuelle et son avenir.

La pire des choses serait donc que le doute, puis le désarroi, gagnent nos esprits, et partant notre clientèle existante et à venir.

Ce serait offrir nous-mêmes, par un lâche renoncement, une victoire facile à des adversaires justement inquiets de la progression de notre établissement dans tous les domaines, quoiqu'on en dise, ou qu'on en écrive.

Face à de telles attaques, nous devons tous garder notre sang-froid, et nous préparer à y répondre en augmentant sauvagement la pression que nous exerçons partout sur la concurrence.

Puisqu'on a parlé de « se partager nos dépouilles » et de « mort en sursis » il nous appartient à tous d'apporter un témoignage public de nos vives vitalité, de notre vigueur, et de prouver que, pour se partager nos dépouilles, il faudra d'abord venir les prendre.

On a laissé entendre aussi que la qualité de notre personnel, à quelque échelon que ce soit, était, d'une façon générale, inférieure à celle de la concurrence. Personnellement, nous ne nous en étions jamais aperçu, car nous savons que, bien souvent, nos Agents ont damé le pion à ceux de la concurrence, même lorsque ces derniers étaient plus nombreux et mieux armés.

On parle enfin de « lutte à la loyale ».

Soit ! Nous sommes sûrs qu'elle ne fait peur à personne chez nous, et puisque, semble-t-il, on veut régler des comptes, que l'on sache au moins qu'ils ne se régleront pas avec des porte-plumes corrompus, mais sur le terrain.

Ce n'est pas notre établissement qui l'aura voulu, mais il ne peut pas non plus se laisser assassiner sans réagir. Cette réaction, c'est vous, c'est nous, qui en sommes les armes les plus directes et les plus efficaces.

Nous sommes persuadés, que tous, dans notre Groupe, vous avez mesuré les progrès que nous avons faits, les objectifs que nous poursuivons, les moyens matériels et humains que nous mettons en œuvre pour les atteindre.

Un réseau d'agences et de bureaux particulièrement dense, un personnel dynamique et qualifié, des moyens électroniques puissants et modernes, soit d'ores et déjà en place. Bientôt, une agence centrale ultramodern, dans son cadre traditionnel, en plein cœur de la ville, portera le drapeau de la puissance et de la solidité du Comptoir, à Bordeaux et dans toute la région.

Que tout notre personnel — nos agents, nos exploitants, nos cadres — se resserrant autour de nous pour faire front à ces attaques ignobles, et pour les repousser, à la plus grande confusion de ceux, quels qu'ils soient, qui ont osé les prononcer et les écrire.

Le directeur,
J. AUDOIN.

Quant au président... Voici comment il calmait l'inquiétude de ses subordonnés.

Monsieur le Directeur,

Lors de notre réunion générale, je vous avais entretenu des bruits qui couraient sur une éventuelle modification des structures du secteur bancaire nationalisé. Au cours de cette dernière semaine, ces bruits n'ont fait que s'amplifier et commencent à créer du désordre dans l'esprit de notre personnel et de notre clientèle.

Vous devez absolument, tant auprès de nos collaborateurs que de nos clients, lutter contre le développement de cette campagne et opposer un démenti formel à de telles informations.

Nous avons pris, M. Sadrin et moi, contact avec les représentants qualifiés du cabinet du ministre des Finances. M. Michel Debré nous a fait répondre qu'il n'avait jamais été question de porter en quoi que ce soit atteinte à l'intégrité de notre établissement.

Vous pouvez faire état de cette déclaration, tant auprès de vos collaborateurs que, s'il le faut, de votre clientèle, en soulignant les progrès que nous n'avons cessé de réaliser grâce aux efforts de tous. Mais ces efforts doivent être accentués encore pour éviter le retour de pareilles inquiétudes.

La progression continue de notre établissement demeure le meilleur argument à opposer à tous ceux qui, répandant ces bruits, portent atteinte au crédit de notre banque.

Nous vous renouvelons, Monsieur le Directeur, la cordiale assurance de nos meilleurs sentiments.

Le Président : Henry BIZOT.

Il va y avoir de l'infarctus du myocarde chez les cadres supérieurs ainsi bafoués et ridiculisés par leur propre maison.

Voilà qui devrait en tout cas faire réfléchir les technocrates

nouveau-modèle qui jouent si aisément aux « patrons » d'autrefois.

S. F. A. (indénor)

- DIJON -

LA Société Auxiliaire de Fabrications Automobiles de Dijon (S.F.A.) — affiliée au holding Peugeot — occupe deux bâtiments distants d'un petit kilomètre : le plus important dresse ses quatre étages boulevard Voltaire et abrite 800 travailleurs, l'autre, rue d'Auxonne, reçoit quotidiennement 400 personnes.

Ce sont les cycles et motocycles Terrot qui installèrent d'abord leurs fabrications dans ces locaux, vers les années 30. Puis, il y a 7 ans, Indenor — filiale de Peugeot — reprit les bâtiments. Enfin, en décembre 1964, lors de la transformation administrative de Peugeot en holding, l'usine de Dijon changea de nom et devint filiale de la S.F.A. Mais pour les ouvriers de l'entreprise ainsi que pour les dijonnais, la grand bâtisse du boulevard Voltaire et l'atelier de la rue d'Auxonne s'appellent toujours Indenor et les anciens noms de quartiers ou de rues sont restés attachés à chaque usine : Colomban (boulevard Voltaire) et les Lentillères (rue d'Auxonne).

La fabrication comporte essentiellement, aujourd'hui, l'usinage des pièces de direction destinées aux voitures Peugeot. Les pièces arrivent des fonderies d'Indenor-Mulhouse (toujours Peugeot) puis repartent, après usinage, traitements thermiques et montage partiel, à Peugeot-Montbéliard. Le travail effectué à l'usine de Dijon dépend donc étroitement du trust de Sochaux ; mais les liaisons s'opèrent au niveau directeur et les travailleurs n'ont aucune relation avec leurs camarades de Sochaux ou de Mulhouse.

En ce qui concerne les catégories professionnelles, il y a peu de manœuvres, et ceux-ci peuvent assez rapidement passer sur machine, car l'usine manque de main-d'œuvre. Parmi les nombreux O.S., des travailleurs marocains, yougoslaves, espagnols, récemment arrivés, voisinent avec des anciens-de-chez-Terrot qui travaillent là depuis 15, 20 ans... Dans cette catégorie, le taux de base varie de 2,50 à 2,70 auxquels s'additionnent les primes.

Les professionnels sont surtout à l'outillage et à l'entretien (boulevard Voltaire). Il s'en trouve également, bien entendu, quelques-uns dans d'autres secteurs. Ils ont de 3,80 F à 4,00 F de taux de base horaire au niveau des P.I. Parmi les professionnels, outre les vieux de la maison et les O.P. venus d'au-

tres entreprises, des titulaires des C.A.P. de tourneurs, fraiseurs, ajusteurs, etc. sont classés O.P.P. — ouvriers pré-professionnels —, ce qui permet aux gars, théoriquement, d'apprendre le métier et à la direction, très pratiquement, de les sous-payer (taux de base : 2,60 à 2,80).

Quelques techniciens organisent la production et les ateliers reçoivent de temps à autre la visite d'agents techniques, mais il y a peu de personnel de bureaux techniques sur place.

Les horaires de travail sont complexes :

- la « normale » travaille 9 h 30 par jour. Ce sont surtout les travailleurs des services de contrôle, les administratifs, etc.
- la plupart des ouvriers affectés à la production travaillent en « doublage » et sont répartis en trois équipes qui font également 9 h 30 chacune — les classiques 3 x 8 totalisent ici 28 h 30 par jour !... — c'est possible car toutes les machines ne tournent pas en même temps ; dans bien des cas, les ouvriers se déplacent plusieurs fois par semaine ou même par jour, selon les besoins de la production, d'une machine à l'autre.

Les équipes tournent chaque semaine, et beaucoup acceptent, en plus, le travail « facultatif » du samedi matin :

- de 4 heures à 12 heures pour ceux qui font l'équipe du matin ;
- de 6 h 30 à 12 heures pour l'équipe qui a travaillé le soir cette semaine-là.

A Indenor, les 40 heures, c'est comme le bord de la mer : on connaît pas.

Aux salaires de base s'ajoutent de nombreuses primes, qui font plus du tiers de la paye :

- prime de rendement de 20 % (rendement collectif et non individuel). Ce qui n'empêche pas, bien entendu, que les chefs d'équipe, et parfois le chronométrateur, surveillent de près les rendements de chacun ;
- 2 à 3 primes d'assiduité : pour la journée, pour le trimestre ;

A. LAPAS

— prime d'équipe — environ 20 F par mois ;

— prime de casse-croûte ;

— prime de panier pour l'équipe de nuit ;

— prime d'insalubrité, etc., etc. Grâce à ces multiples miettes rajoutées, la feuille de paye ressemble à une pochette surprise : on ne sait jamais ce qu'on va y trouver !

Les journées sont longues et beaucoup de machines fonctionnent encore à l'air comprimé pour le montage ou le serrage des pièces, ce qui fait beaucoup de bruit et ajoute à la fatigue.

Certains travailleurs sont logés par la maison — pas gratuitement, rassurez-vous. Terrot avait, en 1931, bâti des habitations pour ses ouvriers afin de fixer à Dijon les travailleurs venus de la campagne. Actuellement, les immeubles et demi-pavillons sont surtout occupés par des vieux travailleurs, et chacun se loge comme il peut en ville.

Parmi les jeunes, une douzaine habitent au Foyer des Jeunes Travailleurs (260 F à 300 F par mois, en échange d'une vie de caserne-modèle : après cette soustraction, il ne reste plus grand-chose d'un salaire d'O.S.).

L'activité syndicale est, comme dans beaucoup d'autres entreprises, quasi nulle. Certes, les syndicats — C.G.T., C.F.D.T., C.G.T.-F.O. — existent ; ils se manifestent essentiellement au moment des élections de délégués, ainsi que sur les panneaux d'affichage et par des tracts qui apparaissent de temps à autre. Les travailleurs apprennent par ce canal, par exemple, que le comité d'entreprise dispute la colonie de vacances à la direction, ou que la C.G.T. s'élève contre la récupération des heures non travaillées à la suite des grèves de l'E.D.F. Mais il n'y a pas de vie syndicale.

A part ceux qui ont dû émigrer pour venir s'embaucher là — les O.S. marocains, yougoslaves, etc. cités plus haut — la plupart des ouvriers ainsi que les employés de bureaux sont originaires des campagnes et des petites villes de la région ; celle-ci (la Côte-d'Or, un peu l'Yonne, et le nord de la Saône-et-Loire) est vaste et assez totalement dépourvue d'industrie ; les quatre coins de la Bourgogne, les enfants des petits viticulteurs, des petits cultivateurs, des artisans ou des petits commerçants de village viennent chercher du travail à Dijon, la grand-ville (150.000 habitants). A Indenor, rares sont ceux dont le père était ouvrier d'usine. Cela explique peut-être, entre autres raisons, l'indifférence qui existe vis-à-vis des syndicats ; il n'y a pas vraiment, ici, de tradition de lutte ouvrière, et beaucoup de travailleurs n'ont sans doute pas encore très bien pris conscience de la nécessité de se grouper, de s'organiser pour défendre leurs intérêts. Mais pour cet apprentissage-là, il n'est pas besoin de C.A.P. et cela peut se faire très vite !

VOIX OUVRIERE S.F.A.

13 juin

A PETIT FEU !

L'ETE est là. Nous avons eu vite fait de nous en rendre compte. Il fait une chaleur infernale : dans l'entourage des fours, la température ne descend jamais au-dessous de 30°. Pas question, bien sûr, de sortir prendre l'air, les cadences, c'est sacré !

A l'époque des voyages dans la lune, on n'a peut-être pas encore trouvé le moyen d'aérer un atelier ?

D'ailleurs, de quoi se plaint-on ? Depuis quelques années (après deux cas d'insolation) on a pris l'habitude de peindre en blanc les verrières au début de l'été.

Pourtant, quand il s'agit de protéger les blocs électroniques placés entre les fours, la peinture n'est plus suffisante. Là, on sait trouver les moyens techniques et rien n'est trop cher.

C'est qu'un appareil, ça coûte cher ; alors qu'un homme usé sera remplacé par un autre sans qu'il en coûte un sou au patron.

AUX PETITS SOINS... POUR QUI ?

UN des travailleurs du montage de direction de 404 était convoqué, la semaine dernière, au bureau du chef de production, pour recevoir une engueulade.

Il ne s'était pas rendu compte qu'une rondelle était tombée sur l'arbre à crémaillère (dans un carter de montage) bloquant ainsi la direction, ce qui risquait de provoquer un accident mécanique. On s'en est aperçu à Sochaux seulement !

Ce camarade a fait une erreur technique, le chef de production est en droit de la lui faire remarquer. Mais si on pense que cette remarque a voyagé de Sochaux à Dijon, et des bureaux dijonnais à l'atelier, cela fait beaucoup de remue-ménage.

La direction en fait-elle autant pour protéger notre vie et notre santé ?

COMITE D'HYGIENE ET SECURITE ? CONNAIS PAS !

JUSTE avant l'emballage pour l'expédition à Sochaux, une partie des directions de 204 est passée au noir de châssis. Ce produit est projeté au pistolet.

Dès le second jour de la semaine, les bleus de l'O.S. affecté à ce poste sont aussi noirs que ses pièces. Et c'est neuf heures par jour qu'il s'active dans cette saleté.

Contre les produits toxiques composant cette peinture, il est « protégé » par un masque ; on suppose que les techniciens qui ont prévu ce moyen de protection ne l'ont jamais utilisé eux-mêmes : si le masque est supportable pour un travail passager, il est impossible de rester neuf heures de suite avec un morceau de caoutchouc sur la figure. Ce qu'il protège en fait,

ce masque, c'est la responsabilité de l'employeur en cas d'intoxication !

Mais consolons-nous, la direction s'occupe quand même de notre santé... en l'achetant.

Dans le cas de ce travailleur, elle l'achète bon marché : à coups de primes... (primes de salissures, d'insalubrité, de lait) et comme certaines se ces primes sont liées à la production, ça fait peu de centimes additionnés.

C'est pas cher, la santé d'un travailleur à la S.F.A. !

APRES...

SUR un tour d'une conception assez ancienne, des techniciens maison décident de monter des outils à acier rapide : la production s'accroît, les accidents aussi. On songe donc à installer des moyens de prévention... après chaque accident :

— L'ouvrier s'écrase le pouce entre la pièce et la contre-pointe : on lui met alors un double déclencheur qui l'oblige à retirer ses mains de l'endroit dangereux.

— Il est brûlé au visage par un copeau (grande vitesse de coupe) : alors, on lui installe un écran en plastique (trop petit d'ailleurs).

— On attend la suite...

Puisqu'ici, on prévoit... après.

LES CADENCES, C'EST L'ACCIDENT !

BIEN qu'on ne soit pas individuellement payés « aux pièces », il faut quand même faire sa production. La production est sacrée aux « Lentillères »... Sinon, engueulades, chantage, etc.

C'est un beau chronomètre qui fixe les temps : c'est précis, mathématique, parfait, mais les cadences sont calculées sur quelques pièces ! Et après c'est au gars de tenir le rythme pendant 9 heures, à répéter toute la journée les mêmes gestes.

On nous prend vraiment pour des machines. Mais si les machines ont un moteur, elles n'ont pas de système nerveux ; et faire, toute la journée, les mêmes gestes, à toute allure, ça vous démolit les nerfs ; on fait moins attention à ce qu'on fait et... c'est l'accident.

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon Paris-X*

Abonnement 6 mois : 10 F, au nom de Maurice Schroedt. C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication :

M. SCHROEDT

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE DE LA PLAINE SAINT-DENIS

86, avenue du Président-Wilson La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

CERCLE LÉON TROTSKY de Lyon

TOUS LES MARDIS, à 17 h. 30, à la BRASSERIE DE L'ETOILE, 1, cours Gambetta. Participation aux frais : 1 F.

CERCLE LÉON TROTSKY de Grenoble

Les prochaines réunions auront lieu les JEUDI 16 et 30 juin à 20 heures, à la SALLE DES TICKETS, PLACE SAINT-BRUNO. Les réunions suivantes auront lieu les 2 et 16 juin et ainsi de suite. Participation aux frais : 1 F.

CERCLE LÉON TROTSKY de Besançon

TOUS LES MERCREDIS, à 20 heures, au CAFE DU COMMERCE, 10, rue de la République. Participation aux frais : 1 F.

CERCLE LÉON TROTSKY de Dijon

TOUS LES VENDREDIS, à 20 h. 15, au CAFE DE CHINON, rue des Forges. Participation aux frais : 1 F.

Ces réunions ne sont pas publiques. Les invitations sont à retirer auprès de nos militants, dans nos permanences, ou en écrivant au Siège.

NEGLIGEANCES OU SOUCIS D'ECONOMIE... MAIS LES TRAVAILLEURS Y RISQUENT LEUR VIE

LA TAILLE CERCUEIL

Nous sommes très étonnés qu'à ce jour aucune victime ne soit à déplorer à la taille bélier « Wawrechin » 500-550. Il existe dans cette taille une méthode de boisage qui devrait être correcte sans l'insuffisance du matériel mis à la disposition des ouvriers travaillant dans cette taille. Nous devons saluer ces ouvriers qui font preuve de beaucoup d'astuce pour arriver à boiser leurs étaçons.

1° Vous mettez une semelle au mur. Comme il fait 1,50 m de hauteur et que les étaçons font 1 mètre, vous mettez une deuxième semelle qui souvent chavire, car elles ne sont pas

toujours bien équarries.

2° Vous essayez de mettre l'étaçon sur cet échafaudage, vous vous apercevez toujours que l'étaçon est trop court.

3° Celui qui a de l'audace et de la force tient entre ses jambes l'étaçon et l'extenseur à bout de course et dit à son camarade : « Mets une raccource entre l'étaçon et l'esclimpe ». Vraiment c'est du cirque ! Tout cela est très beau à voir mais ce qui doit arriver arrive.

Vendredi 10 juin, sur 30 mètres à la base, un simple coup de charge a balayé comme fétu de paille ce château de cartes. Une quarantaine d'étaçons, pris sous les terres, ce n'est pas une paille. De quoi payer

toute la quinzaine de tous les ouvriers de cette taille. A qui la faute ?

La direction va encore dire que les militants de **Voix Ouvrière** s'occupent de ce qui ne les regarde pas. Mais notre bien le plus précieux, c'est notre vie, et nous défendrons toujours notre peau et celle de nos camarades.

Un de nos militants avait mis en garde les chefs de maîtrise en leur faisant comprendre qu'il faudrait changer les étaçons qui sont trop courts pour l'exploitation de cette taille. Ils sont tous de cet avis. Mais, paraît-il, on ne peut avoir d'étaçons H et J. N'y aurait-il plus d'argent lorsqu'il s'agit de la

sécurité des ouvriers ?

La direction du puits ferait, paraît-il, diligence pour approvisionner en matériel cette taille... Cela fait un mois et demi que ça dure ! Par contre elle a vite fait de mettre 100 F d'amende à un camarade pour avoir fait une rallonge sans mettre un tintiat.

Nous ne pouvons approuver la méthode de travail de ce camarade car cela va à l'encontre de notre sécurité.

Mais à combien doit se chiffrer l'amende à donner à la direction du puits ? Il est vrai qu'il n'existe qu'une seule justice, la justice de classe.

(Extrait de la « V.O. » Fosse Dechy n° 3.)

LA BETISE D'UN SOUS-CHEF

Après ce coup de charge, le porion prit la décision de faire des piles. M.M. l'ingénieur et directeur du puits, il n'y avait encore aucun bois de pile aux abords du chantier. Nouvelle infraction au statut du mineur.

On dut faire appel à un porion pour faire acheminer avec

diligence ces bois de l'accrochage 511. Nierez-vous encore ce fait, Messieurs de la direction ?

Le sous-chef porion se présente au chantier et constate l'éboulement ; il faudra récupérer les étaçons. Avec qui, Messieurs ? N'oubliez pas que vous n'avez que des 92 dans cette taille.

Ce qui est le plus révoltant, c'est que ce soi-disant sous-chef dise à son subalterne : « Surtout, fais du charbon ». Il a dû oublier qu'il y a quelques années un directeur du puits Saint-René, dont le surnom pugilistique faisait l'éclat de la France (Cerdan), le traquait à longueur de journée. Peut-être, après toutes les vexations qu'il a reçues, serait-il

mort de chagrin ou aurait-il fini ses jours à Armentières, si ce directeur était resté à la direction du puits. Qu'il s'en souvienne et qu'il retire, à la place de son cœur, cette gaillette qui aura raison de sa santé et de sa vie.

Extrait de la V.O.
Fosse Dechy n° 3

ENCORE SUR LA SECURITE

La semaine dernière la direction a ajouté un système de sécurité à la fixation des 24 C.T. sur la chaîne du 86. Si nos camarades vont enfin être à l'abri d'un accident de ce côté-là il y a bien d'autres secteurs de

l'usine où nous continuons de risquer journellement notre vie.

Depuis plusieurs années le gros monte-charge qui dessert les ateliers de production est détérioré et la situation ne va pas s'arranger.

Le treuil fonctionne mal, les parois ont du jeu à tel point que l'on a dû diminuer le poids

des pièces transportées au risque de voir le tout s'effondrer.

Chaque année des bruits courent selon lesquels le monte-charge va être réparé mais l'arrêt du monte-charge signifie des perturbations dans l'approvisionnement et la direction préfère exposer nos camarades du monte-charge à un accident

grave plutôt que de compromettre quelques temps la production.

Faudra-t-il attendre que le monte-charge fasse des victimes ou le délégué de la Direction à la sécurité daignera-t-il prendre des mesures pour que cessent ces risques ?

Mines (Fosse Dechy)

Chez Panhard

POUR UNIR LEURS LUTTES LES TRAVAILLEURS ONT BESOIN D'ETRE INFORMES. CE DEVRAIT ETRE LA PREMIERE TACHE DU SYNDICAT

● A la SNECMA

INFORMATION DE CLASSE ET SOLIDARITE INTERNATIONALE

De source bien informée nous avons appris que l'usine Pratt et Whitley P.W.A. de North-Avon (Etats-Unis) serait en grève totale depuis deux mois.

Que réclament-ils ? 40 heures par paliers successifs ? Non, ils revendiquent 34 heures tout de suite. De plus, l'accès à l'usine est interdit par un piquet de grève : la SNECMA est un sous-traitant de P.W.A., bien sûr la SNECMA ne prend pas la relève de toute la fabrication

P.W.A., cependant elle fabrique par exemple des disques de compresseur et de turbine JT8D (Boeing 707). En cela la SNECMA dépanne sérieusement l'usine américaine. Et nous, nous pouvons aussi aider nos camarades en grève. Il est possible de savoir exactement dans quelles fabrications nous risquons de faire « les briseurs de grève » et de refuser tout travail supplémentaire. De plus, l'Amérique, ce n'est pas si loin, il y a un comité de grève, un syndicat dans cette usine qui comprendrait facilement que l'internationalisme prolétarien n'est pas mort si nous sommes décidés à les aider.

(Extrait de la « V.O. » SNECMA n° 63.)

● Chez Desfossés

SI TU N'EN VEUX PAS...

Il paraît que nos camarades de province ne veulent pas de la semaine de congé en hiver. Cela, ce sont les délégués parisiens qui nous l'affirment.

La province a bon dos. Pour arrêter la grève du 6 mai sur les 2% obtenus en juin on nous explique que la province ne suit pas, et après, on nous dit que la semaine de congé ne les intéresse pas, qu'ils préfèrent une augmentation de salaire. C'est là leur principale revendication. On comprend mal alors qu'ils ne soient pas prêts à

suivre pour obtenir autre chose que les 5% planifiés.

Où, quand et comment nos camarades de province ont-ils fait un tel choix ?

De toute façon, quand bien même ils l'auraient fait, ce n'est pas une excuse pour le syndicat de se retrancher derrière cela. En tant qu'organisation de tous les travailleurs il avait à leur faire comprendre que nous ne pouvons tolérer une cassure dans la convention. Il n'y a pas deux sortes de travailleurs dans le Livre : ceux de Paris et plus bas, ceux de province. Il n'y a qu'une convention. Il n'y a qu'une classe ouvrière.

Extrait de la V.O. Desfossés n° 140

L'ARSENAL DES LOIS ET LA POLICE SONT AU SERVICE DES PATRONS ...QUELQUES « SYNDICALISTES » AUSSI

LES FLICS A PARIS

La C.G.T. à Clermont

● Chez Kodak

LE DROIT A LA PAROLE

Il y a 15 jours, le chef gardien, support de la direction, a une fois de plus fait appel à la police pour empêcher la diffusion de la **Voix Ouvrière**.

Ce n'est évidemment pas ces intimidations qui nous empêcheront de paraître. Mais cela nous prouve, s'il en était besoin, que le patron peut enlever aux ouvriers, selon son bon plaisir, leur liberté la plus élémentaire : le droit de s'exprimer et de défendre ses idées.

Même si les diffusions sont le plus généralement tolérées, une loi de 1929 stipule que

toute distribution de tracts est interdite sur la voie publique et devant les entreprises.

N'importe quel patron peut donc faire appel aux « forces de l'ordre » pour empêcher une diffusion. Au service de qui est donc la police ?...

(Extrait de la « V.O. » Kodak n° 9.)

● Chez Michelin

LES MOUCHARDS DE LA DIRECTION

Le numéro électoral de l'« Action » de mai 1966 dans l'article « Les super-révolutionnaires au service du patronat et du gouvernement », outre son lot

de calomnies habituelles (et auxquelles nous avons déjà répondu dix fois) se distingue singulièrement cette fois-ci en dénonçant publiquement trois ouvriers qu'elle suppose tout à fait gratuitement appartenir à la « Voix Ouvrière ».

Ainsi trois travailleurs dont l'honnêteté est connue, et parmi eux un ancien délégué de V.D.A. et un actuel délégué suppléant de V.D.F., parce qu'ils s'opposent aux manœuvres douteuses des bureaucrates du syndicat et se proclament ouvertement partisans de « tous ensemble » comme la « Voix Ouvrière », se voient dénoncés à la répression patronale.

On ne lésine pas sur le choix des moyens à la C.G.T. pour tenter d'éliminer les opposants

et intimider ceux qui oseraient discuter. « La liste (des dénonciations) n'est pas close, prévient l'« Action ». Désormais, il faudra se taire devant les compromissions, petites ou grandes, de ces messieurs les bureaucrates, se laisser entraîner sans protester dans des luttes partielles et sans espoir ; sinon c'est la dénonciation comme « super-révolutionnaire » à la direction.

Si, dans leurs ateliers, les ouvriers de V.D.F. et V.D.O. n'ont pas manqué d'exprimer leur indignation, il est bon maintenant que toute l'usine sache de quel bois sont faits les bonzes de l'appareil syndical : celui des flics.

(Extrait de la « V.O. » Michelin - Clermont n° 155.)

Du sérieux dans le travail international

LE n° 24 d'Informations Ouvrières du mois de mai, journal publié par la section française du Comité international de la IV^e Internationale, contient une violente attaque contre l'historien Isaac Deutscher qui « s'est fait un nom dans la presse et dans l'édition en monnayant sa plume antitrotskyste au service de la bourgeoisie internationale, ce qu'il avait appris dans les rangs de l'opposition de gauche... « J'irai cracher sur vos tombes » (sic).

Informations Ouvrières reproche à Deutscher d'avoir gardé un silence, lourd de signification politique, sur l'emprisonnement de militants révolutionnaires en Pologne, dont certains sont de ses anciens compagnons de lutte, lorsqu'il

militait lui-même, avant la seconde guerre mondiale, dans les rangs de l'opposition trotskyste polonaise.

Or, en date du 24 avril 1966, Isaac Deutscher adressait une lettre ouverte à Gomulka et au Comité central du Parti communiste polonais, dans laquelle il prend la défense publique des emprisonnés et demande une révision publique et immédiate du procès.

Nous avons dans le précédent numéro de notre journal exprimé notre désaccord avec l'argumentation politique avancée par Deutscher, tout en nous solidarissant avec le geste de l'écrivain. Nous ne reviendrons donc pas sur le fond de la question. Mais il faut signaler que c'est l'organe de la section an-

glaise du Comité international de la IV^e Internationale, The Newsletter, qui a publié, sans commentaire, cette lettre ouverte dans son numéro du 7 mai.

Avant d'adresser un blâme public à quiconque, la plus nécessaire correction et la plus élémentaire prudence exigent une vérification de ses informations et de ce que l'on avance. Ce faisant, les camarades d'Informations Ouvrières auraient évité de se mettre en mauvaise posture et de laisser planer des doutes sur la loyauté de leurs critiques. En la matière, après des dizaines d'années de mœurs stalinienne, la négligence est aussi néfaste dans le mouvement communiste que la mauvaise foi pure et simple... dont

on la distingue d'ailleurs difficilement.

Il aurait dû être d'autant plus facile à Informations Ouvrières de se renseigner que les camarades anglais qui font partie de la même organisation internationale, ont mis leur journal à la disposition de Deutscher (ce qui nous semble d'ailleurs tout à fait correct en la circonstance).

Toutes relations auraient-elles été coupées, fin avril-début mai, sans que l'on s'en aperçoive, entre Londres et Paris? Ou faut-il en déduire que le Comité international, dont le rôle minimum est de maintenir les relations internationales, n'a pas d'existence ni de fonctionnement réels en dehors de ses congrès... tous les 2 ou 3 ans?

DES PLANTATIONS DU MISSISSIPPI AUX RIZIÈRES DU VIETNAM UN SEUL COMBAT

Aux journalistes qui l'interviewaient après l'attentat dont il venait d'être victime, lors de la « marche contre la peur » des noirs du Mississippi, l'étudiant James Meredith déclarait en substance qu'il ne regretait qu'une chose, n'avoir pas pris un fusil plutôt qu'une bible.

« Comment voulez-vous qu'on puisse être non-violent — disait-il — quand on a vécu vingt ans dans le Sud ? ».

Cette leçon James Meredith n'est certainement pas le seul à l'avoir tirée de la lutte engagée contre la ségrégation raciale.

L'impérialisme américain peut bien maintenir, par la terreur, sous sa domination des peuples entiers, mener au Viet-Nam la guerre la plus impitoyable. Mitrailles, bombes, napalm, rien n'y fera. Sur son propre sol, unis par ses coups, des milliers d'opprimés prennent conscience que la dignité humaine, comme le pain, ne se gagnent pas avec des prières, mais avec du fer. Ils sont le gage de sa défaite finale.

PARIS- ALABAMA

M. Pellat, conseiller général de la Seine, s'indigne. La ville de Paris n'envisage-t-elle pas de construire sur le territoire de la commune de Pré-Saint-Gervais un foyer pour les travailleurs étrangers « à proximité d'un établissement scolaire fréquenté par de grandes jeunes filles... » Ce projet inquiète les mères de famille, assure notre vertueux élu qui se fait l'interprète de leur légitime crainte sur l'inopportunité de la création d'un tel foyer.

Non, cette prose n'est pas extraite de « Minute » ou de quelques autres torchons racistes. M. Pellat est un honorable membre du parti Socialiste (S.F.I.O.). Sans doute ignore-t-il la signification du sigle de son parti ; et sera-t-il horrifié d'apprendre qu'il est membre de la « Section Française de l'Internationale ouvrière ».

Heureusement pour lui, il ne doit pas côtoyer beaucoup d'ouvriers au sein de son parti, sinon il se verrait sans doute contraint d'en déconseiller l'adhésion aux « grandes jeunes filles ».

UNE CORDE ? NON PUISQU'UNE LAISSE SUFFIT

M. Mitterrand s'en va-t-en-guerre. Il a déclaré à Annonay, la semaine dernière que s'il venait au pouvoir, il serait impitoyable pour les monopoles. Ceux-ci n'ont qu'à bien se tenir. Durant sa longue carrière ministérielle, notre vaillant pourfendeur n'avait sans doute pas eu l'occasion de s'attaquer au gros gibier... mais vous allez voir, demain !

D'ailleurs, notre fin tacticien ajoute « les banques aujourd'hui ne peuvent étrangler un gouvernement ». En effet, puisqu'il leur suffit de jouer sur les cordons de la bourse pour voir les gouvernements aux ordres. M. Mitterrand aurait tout intérêt de s'informer auprès de son collègue anglais Wilson qui s'était laissé aller à des promesses (électorales) un peu audacieuses. Quelques mouvements d'humeur de la « City » ont rendu M. Wilson raisonnable. Alors pourquoi les banquiers étranglèrent-ils des hommes aussi compréhensifs... et en fin de compte si utiles.

L'ABOUTISSEMENT D'UNE POLITIQUE

En Finlande vient de se former un gouvernement de coalition avec la participation des « communistes », chose qui ne s'est vue nulle part en Europe occidentale depuis les années de l'immédiat après-guerre.

Depuis cette époque, les P.C. occidentaux ne cessent de donner des gages de fidélité à leur bourgeoisie et orientent toute leur politique dans le sens d'une participation au gouvernement de leur pays. Et quel rôle peuvent-ils jouer dans un tel gouvernement ?

C'est « le monde » du 24 mai qui y répond : « Quant aux autres partis (de la coalition) ils éviteront ainsi la critique du P.C. à un moment où il faudra bien prendre des mesures impopulaires pour tenter de redresser la situation économique ». Aux travailleurs de France ces paroles rappellent étrangement le « retrouvez vos manches » et le « produire d'abord » de feu Maurice Thorez alors au gouvernement.

Sachons bien que si un jour la bourgeoisie française offrait de nouveau quelques places de ministres à cette caution, elle essaierait de nous faire avaler une pilule amère.

SYNDICAT BRISEUR DE GREVE

Alors que les marins anglais luttent depuis un mois déjà pour obtenir la semaine de 40 h, la Trade Union Congress, la Centrale Syndicale britannique, vient de refuser toute aide aux grévistes du fait que ceux-ci ont refusé les propositions du gouvernement : c'est-à-dire les 40 h en... 1967.

Aujourd'hui donc les grévistes anglais se heurtent au Front Uni du patronat, des bourgeois... et des syndicats. Ce qui prouve que la base comme ici lorsque les travailleurs se mobilisent c'est d'abord aux directions syndicales qu'ils se

heurtent. Et victorieux ou vaincus, les marins anglais auront compris que dans la lutte contre la bourgeoisie ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

LE CRIME D'ABANDON D'ENFANTS

Par milliers, des enfants sortant de l'école communale se sont présentés aux examens d'entrée dans les collèges d'enseignement technique. Examens ? Non. Pour devenir — peut-être — menuisiers ou ajusteurs, ces enfants ont dû affronter un véritable concours, sans être sûrs de triompher, même avec 14 de moyenne.

Ainsi, au Collège Technique de Thiais, il y avait jeudi 26 mai, 239 candidats pour 90 places disponibles.

Que feront les 14 enfants qui ne seront pas acceptés ? Une vingtaine auront des parents assez aisés pour les placer dans une institution privée, ou assez veinards pour les faire accepter chez un artisan. Trente ou quarante (chanceux !!) réussiront à travailler chez un épicier ou dans une fabrique utilisant la main-d'œuvre juvénile à bon marché.

Les autres ? Ils attendront leur majorité... dans la rue.

Et ceci n'est que l'histoire d'un tout petit coin de la région parisienne.

**VU
DE
NOTRE
FENÊTRE**

A PARIS La prochaine réunion du **Cercle Léon Trotsky**

aura lieu le :

LUNDI 20 JUIN, à 20 h 30, Palais de la Mutualité, Salle D, 1^{er} étage, 24, rue Saint-Victor, Métro : Maubert-Mutualité, sur le sujet :

LE PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE DANS LES PAYS SOUS-DEVELOPPES

Nota : Cette réunion n'est pas publique. Entrée uniquement sur invitation.

PERMANENCES

● PARIS :

V^e arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine. tous les samedis, de 14 à 17 h.

X^e arrondissement : au siège de VOIX OUVRIÈRE, le samedi de 16 à 20 h, 29, rue Château-Landon, Paris-10^e.

XI^e arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h. 30 à 19 h. 30.

XIII^e arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi de 17 à 19 heures.

XIV^e arrondissement : Café « Champagne », 127, avenue du

Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le mercredi de 17 h 30 à 19 h 30.

XV^e arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.

XVIII^e arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le mardi de 17 h 30 à 19 h 30.

● BANLIEUE :

ARGENTEUIL : Café de Paris, 102, rue P. Vaillant-Couturier, le samedi, de 13 h. 30 à 15 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue

du Clamart, face au marché), jeudis de 18 h à 19 h au lieu de 17 h 30 à 19 h.

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Galliéni (métro Croix de Chavaux), le mercredi, de 17 à 19 heures.

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet-Rue A.-France), tous les mercredis de 17 h. à 19 h.

● PROVINCE :

BESANCON : Café Grandvèlle tous les mercredis de 17 h. à 19 heures.

BOURGES : Café-Bar « Rallye des Halles », Place de la Nation

(Salle de réunions) le jeudi 16 juin de 17 h 30 à 19 h.

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, les jeudis 16 et 30 juin de 17 h 30 à 19 heures.

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.

GRENOBLE : « Café d'Austrans », 5, Cours Berriat, tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h.

— Café « Le Normandy », place Grenette, tous les jeudis de 15 à 17 heures.

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi de 17 à 20 heures.

Café « Les Etats-Unis » 137, avenue du Professeur-Beauvisage, Lyon-8^e le mercredi, de 18 h à 19 h.

MARSEILLE : Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (place d'Aix) les jeudis 30 juin et 7 juillet de 18 h à 20 heures.

ROUEN : Café « Le Bretagne » Place du Vieux Marché, tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.

SAINT-ETIENNE : Café-Restaurant, 23, rue des Tréfileriers, les jeudis 16 et 30 juin de 15 à 16 h.

SAINT-CHAMOND : Café « Idéal-Bar », 4, rue Gambetta, les jeudis de 18 h à 19 h.

TOULOUSE : « Chez Jacques », Place Arnaud Bernard (1^{er} étage), tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.